

Les femmes et l'entrepreneuriat collectif.

Depuis 1981, le monde traverse en moyenne une importante récession aux 7 ans. De crise en crise, le modèle de développement basé sur la seule entreprise privée montre ses limites, car il touche une proportion importante de la population. Les récessions augmentent le nombre de chômeurs, d'exclus et de pauvres, dont les femmes en particulier, ainsi que les écarts de revenu et de richesse dans la population.



Alain Dumas, Économiste

gazette.economie@gmail.com

L'ENTREPRENEURIAT COLLECTIF

La prise de conscience de cette réalité pousse un nombre grandissant de personnes à s'investir dans une stratégie de développement alternative. Au début des années 1980, on parle de développement économique communautaire, puis avec le temps d'économie sociale et solidaire, qui réunit diverses formes d'entrepreneuriat collectif, dont les coopératives et les organismes à but non lucratif.

L'économie sociale et solidaire répond à des valeurs et une logique différentes du secteur privé. Son but n'est pas le profit individuel en soi, mais la rentabilité économique et sociale pour ses membres et les communautés impliquées. L'économie sociale réunit des actrices et des acteurs qui accordent une primauté à la personne. Et puisque le contrôle démocratique échappe à ceux et celles qui travaillent dans une entreprise privée, l'économie sociale se distingue aussi par le caractère démocratique de son mode de gestion et de décision : les membres sont souverains et agissent dans le sens des intérêts communs. C'est pourquoi la finalité de l'entreprise d'économie sociale consiste à répondre aux besoins de ses membres et des collectivités concernées.

Il n'est donc pas étonnant de constater

qu'on assiste à un essor important de l'économie sociale et solidaire dans la plupart des pays depuis les années 1980. À l'heure où la mondialisation pousse les entreprises à délocaliser les entreprises et les emplois, l'économie sociale joue un rôle important dans le maintien et la revitalisation de certaines localités. Des membres de plusieurs municipalités en déclin au Québec (et ailleurs) ont uni leurs efforts en créant des coopératives multi-services (épicerie, poste, quincaillerie, essence, etc.). La Coop du coin dans la municipalité de Saint-Adelphe en Mauricie illustre ce phénomène.

ENTREPRENDRE AU FÉMININ DANS L'ÉCONOMIE SOCIALE

L'économie sociale est une forme d'économie de proximité, car elle est le résultat d'acteurs et d'actrices d'un milieu de vie qui interviennent pour produire des biens et des services en vue de répondre à des besoins réels. Cette stratégie de développement se veut une réappropriation du véritable sens de l'économie, dont l'origine est l'«oikos nomos» (du grec), qui place l'économie comme un moyen dont le but est de satisfaire les besoins de tous.

Parce que les femmes occupent beaucoup plus d'emplois précaires et qu'elles sont plus touchées par la pauvreté, elles investissent fortement l'économie sociale, comme travailleuses, membres et gestionnaires. Cela témoigne de l'importance de cette alternative entrepreneuriale pour lutter contre la pauvreté et la précarisation des emplois.

Une étude réalisée par l'Université du Québec à Trois-Rivières en partenariat avec le Conseil régional d'économie

sociale (CRÉS)¹ montre que la place des femmes dans l'économie sociale est très importante. eLLES y sont majoritaires; elles occupent 65,5 % des postes de direction et 78,3 % des postes réguliers. Cette étude montre une nette progression de l'entrepreneuriat collectif chez les femmes, car le taux de femmes qui occupaient un poste de direction était de 53 % en 1998².

Quel bilan peut-on tirer de l'émergence des l'économie sociale au cours des 30 dernières années? Compte tenu de la progression de cette forme d'entrepreneuriat collectif, l'économie sociale a permis d'améliorer les conditions socio-économiques des femmes,

non seulement en créant des milliers d'emplois plus stables³ et mieux rémunérés, mais aussi en comblant de nombreux besoins réels par une offre accrue de services de proximité (Centre de la petite enfance, Aide à domicile, tourisme de proximité, culture, médias, environnement, etc.).

Au Québec, l'économie sociale est composée d'environ 7 000 entreprises, œuvrant dans 20 secteurs d'activité économique. Elles emploient plus de 125 000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de plus de 17 milliards de dollars annuellement, ce qui représente environ 8 % du PIB québécois.



En octobre 2011, Montréal accueillait le Forum international de l'économie sociale et solidaire. Sophie Morissette, du comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale, faisait partie de la délégation mauricienne à cet événement d'envergure.

¹ PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA MAURICIE, 2008, CONSEIL RÉGIONAL D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA MAURICIE.

² LYNDIA BINHAS, LES FEMMES EN ÉCONOMIE SOCIALE : UN PORTRAIT DE LA MAIN-D'ŒUVRE, TIRÉ DES ACTES DU COLLOQUE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE DU POINT DE VUE DES FEMMES, UQAM, FÉVRIER 2002.

³ UNE ÉTUDE DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC (2008) INDIQUE QUE LES COOPÉRATIVES ONT UN TAUX DE SURVIE DE 44 % APRÈS 10 ANS D'EXISTENCE, COMPARATIVEMENT À 19,5 % POUR LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES EN GÉNÉRAL.